

Rôle de la Ville de Toronto dans l'immigration et l'établissement

Rapport exécutif

Jessica Praznik* et John Shields**

Octobre 2018



* Jessica Praznik est candidate en maîtrise en études politiques et administration publiques, Université Ryerson

** John Shields est professeur au département de politique et d'administration publique à l'Université Ryerson



Social Sciences and Humanities
Research Council of Canada

Conseil de recherches en
sciences humaines du Canada

Canada

Rapport exécutif

Ce rapport examine le rôle de la Ville de Toronto dans les politiques d'immigration et les programmes d'établissement et d'immigration. Toronto continue d'être le centre le plus important d'établissement pour les nouveaux arrivants et un facteur déterminant de la croissance rapide de la population de cette ville du monde (la quatrième de l'Amérique du Nord). Toronto accueille 35,9 % de la population immigrante totale du Canada et cette ville est aussi un aimant puissant de migration secondaire. Selon le Recensement de 2016, 46,1 % de la population de la ville est née à l'étranger (Praznik et Shields 2018, p.4). Toronto est vraiment une « ville mondiale » (Anisef et Lanfphier 2003) qui reste profondément marquée par l'impact de la migration de masse et l'expérience immigrante.

S'il existe de nombreuses études sur le rôle des niveaux plus élevés de gouvernement dans l'immigration et l'établissement, celui des municipalités est beaucoup moins connu. On manque surtout d'informations détaillées sur la portée et la profondeur des soutiens qui ont un impact positif sur les immigrants. Nous documentons donc la foule de politiques, programmes et actions adoptés par la Ville de Toronto jusqu'à la période précédant l'élection municipale de 2018 et nous plaçons cette évolution dans le contexte d'une revue critique de la littérature.

Au moment d'écrire ce rapport, il y a une incertitude importante à propos de la forme de la structure politique de Toronto. La ville et d'autres forces progressives sont aux prises avec le gouvernement progressiste-conservateur nouvellement élu du premier ministre Doug Ford concernant l'élection municipale de 2018 et la taille du conseil municipal. Le gouvernement de l'Ontario a introduit une législation en plein milieu de la campagne municipale pour réduire presque de moitié la taille du conseil. Cette question est actuellement contestée dans la législature provinciale et devant les tribunaux (Pagliaro 2018), mais l'élection municipale se déroulera avec un nouveau conseil de 25 sièges plutôt que les 47 sièges prévus. Ce changement pourrait avoir des impacts importants sur l'orientation politique de la composition du conseil et affectera gravement la structure des comités du gouvernement municipal, dont plusieurs qui concernent directement les immigrants.

Le gouvernement Ford a aussi été en conflit avec le gouvernement libéral fédéral au sujet du traitement que celui-ci a accordé aux demandeurs du statut de réfugié traversant la frontière canado-américaine (Giovannetti, Gray et Zilio 2018). Le gouvernement de l'Ontario a aussi éliminé le ministère des Affaires civiques et de l'immigration (MCI), en vue de réduire la taille du cabinet, en transférant les responsabilités liées à l'immigration vers d'autres ministères.

Jusqu'ici le gouvernement progressiste-conservateur n'a pas articulé un ensemble de priorités clair et détaillé par rapport à l'immigration, mais vu l'engagement de ce gouvernement à réduire les dépenses publiques, de nombreux programmes d'aide à l'établissement financés par la province sont vulnérables. Le conflit entre la province et le gouvernement fédéral remet aussi en question le protocole d'entente conclu récemment entre Ottawa, Ontario et la Ville de Toronto, ce qui pourrait avoir un effet négatif sur la relation multilatérale coopérative entre ces instances. Par conséquent, ce rapport pourra servir de point de repère pour évaluer l'évolution future du rôle de la Ville de Toronto dans l'immigration, l'établissement et l'intégration.